

§ 3. Le solde définitif est présenté au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement par la Croix-Rouge de Belgique sous forme de justificatif à l'adresse suivante :

SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire & Environnement

DG II Soins de Santé primaires et Gestion de Crise

Comptabilité

Eurostation II – Place V. Horta 40 bte 10

1060 Bruxelles

Par justificatif, on entend, au minimum, le rapport d'intervention visé à l'article 4 précisant les heures d'appel et de relève du dispositif pour les frais visés au § 2, 2), a) et c), et une feuille de prestation standard par ressource utilisée pour les frais visés au § 2, 2), b).

§ 4. Avant leur liquidation, les créances relatives aux frais visés au § 2, 2), a) et c), ainsi présentées sont visées par les inspecteurs d'hygiène concernés.

§ 5. Une estimation des crédits du solde définitif sur l'année 2007 est présentée pour le 1^{er} novembre 2007 au plus tard.

Les déclarations de créance définitives sont présentées pour le 1^{er} avril 2008 au plus tard.

§ 6. Toutes les sommes sont payées au compte numéro 210-0912179-43, ouvert au nom de la Croix-Rouge de Belgique.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre qui a la santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

§ 3. Het definitieve saldo wordt door het Belgische Rode Kruis in de vorm van een bewijsstuk voorgelegd aan de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu op het volgende adres :

FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu

DG II Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer

Boekhouding

Eurostation II – V. Hortaplein 40 bus 10

1060 Brussel

Onder bewijsstuk wordt minimaal het in artikel 4 bedoelde interventieverslag bedoeld waarin de uren waarop de medewerkers worden opgeroepen en afgelost, worden verduidelijkt voor de kosten bedoeld in § 2, 2), a) en c), en een standaardprestatieformulier per medewerker voor de kosten bedoeld in § 2, 2), b).

§ 4. Vóór de vereffening worden de aldus voorgelegde schuldvorderingen met betrekking tot de kosten bedoeld in § 2, 2), a) en c), geïnspecteerd door de betrokken gezondheidsinspecteurs.

§ 5. Er wordt uiterlijk tegen 1 november 2007 een raming van het definitieve saldo voor het jaar 2007 voorgelegd.

De definitieve aangiften van schuldvorderingen worden uiterlijk tegen 1 april 2008 voorgelegd.

§ 6. Alle sommen worden betaald op rekeningnummer 210-0912179-43, geopend op naam van het Belgische Rode Kruis.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister bevoegd voor volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2007 — 2646

[C – 2007/23008]

5 JUIN 2007. — Arrêté royal relatif à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement des plans et des programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement dans un contexte transfrontière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public dans l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement, notamment l'article 13;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 2007;

Vu l'avis n° 42.573/3 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Mobilité, compétent pour le milieu marin, et de Notre Ministre de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la loi : la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public dans l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement;

2° le Comité : le Comité d'avis sur la procédure d'évaluation des incidences des plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement visé à l'article 5 de la loi;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2007 — 2646

[C – 2007/23008]

5 JUNI 2007. — Koninklijk besluit betreffende de beoordelingsprocedure van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's die in een grensoverschrijdende context aanzienlijke milieugevolgen kunnen hebben

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 13 februari 2006 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en de inspraak van het publiek bij de uitwerking van de plannen en programma's in verband met het milieu, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 2007;

Gelet op het advies nr. 42.573/3 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Mobiliteit, bevoegd voor het mariene milieu, en Onze Minister van Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 13 februari 2006 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en de inspraak van het publiek bij de uitwerking van de plannen en programma's in verband met het milieu;

2° het Comité : het Adviescomité voor de beoordelingsprocedure van de gevolgen van de plannen en programma's die aanzienlijke effecten kunnen hebben op het milieu bedoeld in artikel 5 van de wet;

3° l'Etat membre : un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat Partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;

4° l'Etat susceptible d'être affecté : l'Etat membre sur le territoire duquel la mise en oeuvre d'un plan ou d'un programme est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement;

5° le Conseil fédéral du Développement durable : le conseil créé par la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable;

6° le Ministre de l'Environnement : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;

7° l'autorité fédérale : les services publics fédéraux, les services publics de programmation, les établissements d'utilité publique fédéraux et les ministres fédéraux compétents.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsqu'en application de l'article 13, § 1^{er}, de la loi, l'auteur d'un projet de plan ou de programme détermine que sa mise en oeuvre est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'un autre Etat membre ou lorsque ce dernier en a fait la demande par écrit à une autorité fédérale, il transmet immédiatement aux autorités concernées de cet Etat susceptible d'être affecté :

1° le projet de plan ou de programme, accompagné du rapport sur les incidences environnementales ainsi que toute autre information dont il dispose sur les incidences transfrontières du plan ou du programme;

2° une description de la procédure d'élaboration et d'évaluation qui s'applique au plan ou programme envisagé;

3° les modalités d'organisation de la consultation du public au niveau fédéral organisée conformément à l'article 14 de la loi, la durée de celle-ci, la date probable de début de cette consultation ainsi que toute autre information utile y relative.

§ 2. Lorsque, conformément au § 1^{er}, l'auteur du plan ou du programme transmet le dossier à l'Etat susceptible d'être affecté, il en informe également immédiatement par écrit le Ministre de l'Environnement, les Gouvernements des Régions, le Comité ainsi que toute autre instance qu'il juge utile.

Art. 3. § 1^{er}. Conformément à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 3 de la loi, l'Etat susceptible d'être affecté notifie, dans les quarante-cinq jours à partir de la date d'envoi du dossier visé à l'article 2, § 1^{er}, à l'auteur du plan ou du programme qu'il souhaite soumettre le projet de plan ou de programme à une consultation nationale. En l'absence de réponse dans ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 2. L'auteur du plan ou du programme et l'Etat susceptible d'être affecté déterminent ensemble un délai raisonnable endéans lequel la consultation nationale sera organisée.

§ 3. L'Etat susceptible d'être affecté qui a notifié conformément au § 1^{er} la mise en place d'une consultation nationale transmet son avis à l'auteur du plan ou du programme au terme du délai fixé au § 2. En l'absence d'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 4. Lors de l'adoption du plan ou du programme, et dans un délai de dix jours après la publication au *Moniteur belge*, l'auteur du plan ou du programme transmet une copie du plan ou du programme, ainsi que la déclaration y relative à l'Etat membre qui a soumis le projet de plan ou de programme à consultation nationale.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsqu'en application de l'article 13, § 2, de la loi, un Etat membre transmet un projet de plan ou de programme accompagné du rapport sur les incidences environnementales à une autorité fédérale, au motif que sa mise en oeuvre est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement du territoire national, cette autorité transmet immédiatement le dossier pour information au Ministre de l'Environnement, au Ministre compétent pour le milieu marin, au Conseil fédéral pour le Développement durable, aux Gouvernements des Régions, au Comité d'avis ainsi qu'à toute autre instance qu'il juge utile.

3° de Lidstaat : een Lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die deel uitmaakt van de Conventie van Espoo van 25 februari 1991 over de evaluatie van de milieueffecten in een grensoverschrijdende context;

4° de mogelijk benadeelde Staat : de Lidstaat op wiens grondgebied de uitvoering van het plan of programma niet te verwaarlozen effecten kan hebben op het leefmilieu;

5° de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling : de raad opgericht door de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federaal beleid inzake duurzame ontwikkeling;

6° de Minister van Leefmilieu : de Minister die bevoegd is voor Leefmilieu;

7° de federale overheid : de federale overheidsdiensten, de programatorische overheidsdiensten, de federale instellingen van openbaar nut en de federaal bevoegde ministers.

Art. 2. § 1. Wanneer de opsteller van een ontwerp van plan of programma op grond van artikel 13, § 1, van de wet bepaalt dat de uitvoering ervan niet te verwaarlozen effecten kan hebben op het milieu van een andere Lidstaat of wanneer die laatste hiervoor een schriftelijke aanvraag heeft ingediend bij een federale overheid, bezorgt hij de betrokken autoriteiten van deze mogelijk benadeelde Staat onmiddellijk :

1° het ontwerpplan of -programma samen met het milieueffectenrapport alsook alle andere informatie waarover hij beschikt over de grensoverschrijdende effecten van het plan of het programma;

2° een beschrijving van de opstellings- en beoordelingsprocedure die van toepassing is op het desbetreffende plan of programma;

3° de organisatieregeling van de raadpleging van het publiek op federaal niveau georganiseerd overeenkomstig artikel 14 van de wet, de duur ervan, de vermoedelijke startdatum van deze raadpleging alsook alle andere nuttige informatie die hierop betrekking heeft.

§ 2. Wanneer de opsteller van het plan of programma overeenkomstig § 1 het dossier aan de mogelijk benadeelde Staat bezorgt, brengt hij eveneens onmiddellijk de Minister van Leefmilieu, de Gewestregeringen, het Comité alsook elke andere instantie die hij nuttig acht, hiervan schriftelijk op de hoogte.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel 13, § 1, derde lid van de wet, kondigt de mogelijk benadeelde Staat binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de verzending van het in artikel 2, § 1, bedoelde dossier, aan de opsteller van het plan of programma aan dat hij het plan of programma wenst te onderwerpen aan een nationale raadpleging. Bij afwezigheid van een antwoord binnen deze termijn wordt de procedure verder gezet.

§ 2. De auteur van het plan of programma en de mogelijk benadeelde Staat stellen gezamenlijk een redelijke termijn vast waarbinnen de nationale raadpleging zal georganiseerd worden.

§ 3. De mogelijk benadeelde Staat die overeenkomstig § 1 de organisatie van een nationale raadpleging aankondigde, maakt haar advies binnen de termijn vastgesteld overeenkomstig § 2 over aan de opsteller van het plan of programma. Bij afwezigheid van advies binnen deze termijn wordt de procedure verder gezet.

§ 4. Bij de goedkeuring van het plan of programma en binnen een termijn van tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* stuurt de opsteller van het plan of programma een kopie van het plan of programma alsook van de desbetreffende verklaring, naar de Lidstaat die het plan of programma aan een nationale raadpleging heeft onderworpen.

Art. 4. § 1. Wanneer een Lidstaat op grond van artikel 13, § 2, van de wet een ontwerpplan of -programma samen met het milieueffectenrapport aan een federale overheid bezorgt, op grond van de overweging dat de uitvoering ervan niet te verwaarlozen effecten kan hebben op het milieu van het nationale grondgebied, stuurt deze overheid het dossier onmiddellijk ter informatie naar de Minister van Leefmilieu, de Minister bevoegd voor het mariene milieu, de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, de Gewestregeringen en het Adviescomité alsook naar elke andere instantie die hij nuttig acht.

§ 2. Dès réception du dossier, le Ministre compétent pour le milieu marin détermine si le projet de plan ou le programme provenant d'un Etat membre est susceptible de produire des effets non négligeables sur l'environnement marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique.

§ 3. Lorsque le Ministre compétent pour le milieu marin détermine que le projet de plan ou le programme provenant d'un Etat membre est effectivement susceptible de produire des effets non négligeables sur l'environnement marin dans les espaces sous juridiction de la Belgique, il met le projet de plan ou de programme, ainsi que le rapport sur l'évaluation des incidences environnementales, à la consultation du public conformément à l'article 14 de la loi.

Le Ministre compétent pour le milieu marin transmet les observations et avis récoltés après consultation du public aux autorités compétentes de l'Etat membre visé au § 1^{er}, ainsi que pour information au Comité d'avis et au Ministre de l'Environnement.

§ 4. Lorsque le Ministre compétent pour le milieu marin détermine que le projet de plan ou de programme provenant d'un Etat membre n'est pas susceptible de produire des effets non négligeables sur l'environnement marin dans les espaces sous juridiction de la Belgique, il en informe immédiatement les autorités compétentes de l'Etat membre, le Ministre de l'Environnement, le Gouvernement des Régions, le Comité d'avis ainsi que toute instance qu'il juge utile.

Art. 5. Notre Ministre de la Mobilité, compétent pour le milieu marin et Notre Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
R. LANDUYT

Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

§ 2. Vanaf de ontvangst van het dossier, bepaalt de Minister bevoegd voor het mariene milieu of het ontwerp van plan of programma van een Lidstaat niet te verwaarlozen effecten kan hebben op het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België.

§ 3. Als de Minister bevoegd voor het mariene milieu bepaalt dat het ontwerp van plan of programma van de Lidstaat effectief niet te verwaarlozen effecten op het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België kan hebben legt hij het ontwerp van plan of programma alsook het milieueffectrapport voor raadpleging voor aan het publiek overeenkomstig artikel 14 van de wet.

De Minister bevoegd voor het mariene milieu stuurt de verzamelde opmerkingen en adviezen na de publieksraadpleging naar de bevoegde autoriteiten van de Lidstaat bedoeld in § 1 alsook ter informatie naar het Adviescomité en de Minister van Leefmilieu.

§ 4. Als de Minister bevoegd voor het mariene milieu bepaalt dat het ontwerp van plan of programma van de Lidstaat geen niet te verwaarlozen effecten op het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België heeft, informeert hij hierover onmiddellijk de bevoegde autoriteiten van de Lidstaat, de Minister van Leefmilieu, de Gewestregeringen, het Adviescomité alsook elke andere instantie die hij nuttig acht.

Art. 5. Onze Minister van Mobiliteit bevoegd voor het mariene milieu en Onze Minister bevoegd voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2007 — 2647

[C — 2007/22843]

**8 MAI 2007. — Arrêté ministériel
approuvant le règlement d'ordre intérieur
du Conseil supérieur de la Santé**

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 5 mars 2007 portant création du Conseil supérieur de la Santé,

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 1995 approuvant le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur d'Hygiène,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de la Santé, dont le texte est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 15 décembre 1995 approuvant le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur d'Hygiène est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 mai 2007.

R. DEMOTTE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2007 — 2647

[C — 2007/22843]

**8 MEI 2007. — Ministerieel besluit
tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement
van de Hoge Gezondheidsraad**

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 2007 houdende oprichting van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 december 1995 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Hoge Gezondheidsraad,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Hoge Gezondheidsraad, waarvan de tekst bij dit besluit gevoegd is, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 15 december 1995 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Hoge Gezondheidsraad wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 8 mei 2007.

R. DEMOTTE